

d'une part et "la société générale, branche de New-York" et "la banque d'export-import des Etats Unis d'Amérique" (Eximbank) d'autre part, d'un montant de trente quatre millions quatre cent soixante quinze mille six cent soixante cinq (34.475.665) dollars US,

2) La convention entre le ministère des communications agissant au nom et pour le compte de la République Tunisienne et la "société générale, branche de New-York" d'un montant de cinq millions huit cent soixante neuf mille cent trente et un (5.869.131) dollars US,

La présente loi sera publiée au Journal Officiel de la République Tunisienne et exécutée comme loi de l'Etat.

Tunis, le 31 octobre 1994.

Zine El Abidine Ben Ali

Loi n° 94-114 du 31 octobre 1994, relative à la protection des personnes âgées (1).

Au nom du peuple,

La Chambre des Députés ayant adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

CHAPITRE I

Dispositions générales

Article premier. - Est considérée comme personne âgée au sens de la présente loi, la personne ayant dépassé l'âge de 60 ans.

Art. 2. - La famille assume la responsabilité de la protection de ses membres âgés et de la satisfaction de leurs besoins. L'Etat aide, le cas échéant, la famille à accomplir son rôle dans ce domaine, il œuvre également pour le développement des services destinés aux personnes âgées et pour faciliter leur intégration dans leur milieu familial et social.

La protection des personnes âgées repose sur les principes suivants :

- préserver leur santé et garantir leur dignité en les aidant à faire face aux difficultés qu'elles rencontrent dans leur vie quotidienne et qui sont dues à leur âge.

- les aider à prendre conscience de leurs droits et leur fournir l'assistance nécessaire à l'exercice et à la sauvegarde de ces droits.

- lutter contre toutes les formes de discrimination et d'exclusion du milieu familial et social.

- assurer leur intégration par la sensibilisation de l'opinion publique aux problèmes qui leur sont spécifiques et encourager les études et les recherches sur les aspects individuels et collectifs du vieillissement et les moyens susceptibles d'assurer la protection et le bien-être des personnes âgées.

- les aider à participer d'une manière effective dans tous les domaines de la vie sociale, culturelle, sportive et récréative.

- tenir compte de leurs besoins spécifiques dans la conception des programmes de logement, d'utilisation des moyens de transport public et de simplification des procédures administratives.

Art. 3. - Les pouvoirs publics concernés prennent les mesures adéquates en vue d'accorder aux personnes âgées les facilités nécessaires notamment en ce qui concerne les soins, le logement, le transport public, les prestations administratives et la participation aux activités culturelles, récréatives et sportives.

Art. 4. - Les mesures prévues par la présente loi s'étendent aux étrangers résidant en Tunisie sous réserve du principe de réciprocité et compte tenu des conventions internationales dans ce domaine.

(1) Travaux préparatoires :

Discussion et adoption par la chambre des députés dans sa séance du 25 octobre 1994.

CHAPITRE II

De la prise en charge des personnes âgées

Section I

Les personnes âgées dans leurs familles

Art. 5. - L'Etat ainsi que les collectivités publiques locales et les institutions spécialisées prennent, le cas échéant, les mesures appropriées en vue d'épauler la famille en sa qualité de cellule de base responsable de subvenir aux besoins indispensables de ses membres âgés.

Art. 6. - Les personnes âgées peuvent bénéficier, à domicile, de services sociaux et sanitaires en vue de les maintenir dans leur milieu naturel et ce moyennant une contribution à leur charge ou à celle de leur famille, et dont les conditions et le montant sont fixés par décret.

Section II

Les personnes âgées dans les établissements de protection

Art. 7. - Sont considérés comme des établissements de protection des personnes âgées, tous les établissements publics ou privés qui fournissent de manière essentielle et permanente des services au profit des personnes âgées, notamment en ce qui concerne leur accueil dans des conditions sanitaires et sociales appropriées.

Art. 8. - Les établissements de protection des personnes âgées sont soumis au contrôle technique et sanitaire des ministères des affaires sociales et de la santé publique.

Art. 9. - La création des établissements privés de protection des personnes âgées et leur gestion sont soumises à l'agrément préalable du ministre des affaires sociales selon des conditions définies par décret.

Art. 10. - Le recours à l'hébergement dans les établissements de protection des personnes âgées ne peut avoir lieu qu'en cas de nécessité ou en l'absence de solution de rechange, et ce dans les conditions fixées par décret.

Art. 11. - Les personnes âgées ne peuvent être admises ou maintenues dans les établissements de protection sans leur consentement.

L'admission de la personne âgée et sa sortie se font sur sa demande propre, ou à la demande de son représentant légal ou le cas échéant des pouvoirs publics.

Art. 12. - Toute personne âgée, ayant été admise dans un établissement de protection, public ou privé, bénéficiant de subventions de l'Etat, est tenue de prendre en charge les frais de séjour si elle dispose d'un revenu ou de propriétés ou bénéficie d'une pension, et ce selon des modalités fixées par un arrêté conjoint des ministres des finances et des affaires sociales.

Les établissements de protection exigent des personnes aisées tenues d'une obligation alimentaire à l'égard d'une personne âgée, conformément aux articles 43, 44 et 45 du code du statut personnel, de contribuer selon les mêmes modalités, totalement ou partiellement, aux frais de prise en charge.

Art. 13. - Les personnes âgées résidentes et pourvues de la faculté de discernement ont la latitude de s'assurer par eux-mêmes la gestion de leurs biens et revenus soit d'en confier la responsabilité, par procuration officielle, à l'établissement de protection où ils résident et ce, conformément à la législation en vigueur.

Art. 14. - Concernant les personnes âgées résidentes dépourvues de la faculté de discernement, l'établissement de protection peut être désigné comme tuteur de celles-ci conformément aux dispositions du décret du 18 juillet 1957 relatif à l'organisation de la nomination de tuteurs et le contrôle de leur administration et comptes de gestion.

CHAPITRE III

Des mesures protectrices spéciales en faveur des personnes âgées nécessiteuses

Art. 15. - L'Etat, les collectivités publiques locales et les institutions spécialisées prennent, le cas échéant, de protection

exceptionnelles et appropriées en faveur des personnes âgées nécessiteuses ou présentant une invalidité dûment reconnue.

La commission compétente dépendant du conseil régional juge de l'état d'indigence ou d'invalidité de la personne âgées, à la lumière d'un dossier médico-social établi par les institutions administratives régionales compétentes.

Art. 16. - Les personnes âgées nécessiteuses bénéficiant des services sociaux et médicaux à domicile tels que prévus par l'article 6 de la présente loi sont dispensées de la contribution aux frais de ces services.

Art. 17. - Les familles peuvent prendre en charge des personnes âgées dépourvues de soutien familial selon des conditions et des modalités fixées par décret.

Art. 18. - La famille d'accueil d'une personne âgée nécessiteuse peut bénéficier d'une aide matérielle lui permettant de subvenir aux besoins essentiel de la personne prise en charge.

L'aide et les conditions d'octroi de cette aide sont fixées par un arrêté du ministre des affaires sociales.

Art. 19. - L'Etat peut, en cas de besoin, attribuer une assistance matérielle aux personnes âgées nécessiteuses en vue de les aider à satisfaire leurs besoins essentiels en matière de nourriture, d'habillement et, le cas échéant, de logement.

Le montant et les conditions du bénéfice de cette aide sont déterminés par un arrêté du ministre des affaires sociales.

La présente loi sera publiée au Journal Officiel de la République Tunisienne et exécutée comme loi de l'Etat.

Tunis, le 31 octobre 1994.

Zine El Abidine Ben Ali

Loi n° 94-115 du 31 octobre 1994, portant modification de l'article 36 relatif aux attributions du centre national de l'informatique de la loi n° 75-83 du 30 décembre 1975 portant loi de finances pour la gestion 1976 (1).

Au nom du peuple,

La Chambre des Députés ayant adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

(1) Travaux préparatoires :

Discussion et adoption par la chambre des députés dans sa séance du 25 octobre 1994.

Article unique. - Sont abrogés les paragraphes 1 et 2 de l'article 36 relatif aux attributions du centre national de l'informatique de la loi n° 75-83 du 30 décembre 1975 portant loi de finances pour la gestion 1976.

La présente loi sera publiée au Journal Officiel de la République Tunisienne et exécutée comme loi de l'Etat.

Tunis, le 31 octobre 1994.

Zine El Abidine Ben Ali

Loi n° 94-116 du 31 octobre 1994, complétant la loi n° 89-44 du 8 mars 1989 portant création des commissariats régionaux au développement agricole (1).

Au nom du peuple,

La Chambre des Députés ayant adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article unique. - Il est ajouté à l'alinéa 1er de l'article 3 de la loi n° 89-44 du 8 mars 1989 portant création des commissariats régionaux au développement agricole, l'avant-dernier sous-paragraphe suivant :

- promouvoir la pêche et l'aquaculture en veillant notamment à l'exploitation rationnelle des espèces aquatiques et leur conservation conformément à la législation en vigueur, à l'administration des pêcheurs, à la promotion des structures professionnelles, à la promotion de l'exploitation des étendues d'eau intérieures aux fins de la pêche et de l'aquaculture et à la conservation de leurs ressources vivantes.

La présente loi sera publiée au Journal Officiel de la République Tunisienne et exécutée comme loi de l'Etat.

Tunis, le 31 octobre 1994.

Zine El Abidine Ben Ali

(1) Travaux préparatoires :

Discussion et adoption par la chambre des députés dans sa séance du 25 octobre 1994.